



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 28 février 2022

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **03 mars 2022**.

L'an deux mille vingt-deux, **le vingt-huit février à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 22 février 2022, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 31

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Christel **BOUBERT**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Éric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Jean-Pierre **LAURENT**, Aurélien **LECACHEUR**, Aline **MARECHAL**, Catherine **OMONT**, Aliko **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Sandrine **VEERAYEN**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Virginie **LAMBERT**, Nicole **LANGLOIS**, Arnaud **LECLERRE**.

Excusés ayant donné pouvoir : 2

Yannick **LE COQ** donne pouvoir à Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**

Agnès **MONTRICHARD** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 28 février 2022

2022.02/04/COM1

CONSEIL MUNICIPAL – COMMUNICATION – SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ MUNICIPALE

Mesdames, Messieurs,

Cher.e.s. s collègues,

Nous nous retrouvons pour ce premier conseil municipal de l'année 2022 dans une situation de crise internationale et de montées des tensions suite à l'invasion de l'Ukraine depuis jeudi dernier. Ce qui se passe sur notre continent et les conséquences de cette guerre nous concerne toutes et tous. Je vous proposerai de manifester notre solidarité à l'égard du peuple ukrainien et notre engagement pour la paix et la démocratie par l'adoption d'un vœu qui je l'espère recueillera l'adhésion de notre assemblée. Il se trouve sur vos tables et, comme il est d'usage, nous l'aborderons à l'issue de notre ordre du jour.

Dans un autre registre, mais toujours en lien avec la solidarité internationale, l'association Montivilliers Nasséré et notre Ville s'apprêtent à célébrer les 20 ans du jumelage avec la commune de Nasséré, dans la province du Bam au Burkina-Faso. Ces célébrations seront malheureusement ternies par le refus des visas de la délégation de nos amis de Nasséré, deux adultes membres du Comité de jumelage et deux jeunes lycéens étaient attendus dès ce dimanche. Malgré plusieurs interventions auprès du Consulat, la mienne ainsi que celle de Monsieur le Président de la Communauté urbaine, ces visas n'ont pas été accordés et nous le regrettons vivement.

Une part du programme de cette semaine est par conséquent affectée.

Comme vous le savez, le Burkina-Faso connaît une situation politique particulièrement difficile depuis le coup d'État des 23 et 24 janvier derniers.

Les conseils des collectivités ont été dissous à la suite et nos amis élus ont été, comme tous les élus locaux, démis de leur mandat par un décret signé le 1^{er} février 2022. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que cette situation se produit et à chaque fois, les conseils municipaux ont été rétablis car ils sont indispensables pour faire vivre la démocratie.

J'ai eu l'occasion d'échanger régulièrement avec le désormais « ancien » maire de Nasséré, Louis-Maxime Ouedraogo que nous avons eu le plaisir d'accueillir en décembre dernier en Seine-Maritime et à Montivilliers.

En concertation avec nos collègues et amis de Nasséré comme avec les membres de l'association Montivilliers-Nasséré, nous conservons une part importante du programme prévu malgré cette absence de délégation.

Il s'agit, plus que jamais, de manifester non seulement nos liens d'amitié et de coopération avec Nasséré mais aussi toute notre solidarité.

Nous ne perdons pas espoir d'accueillir une délégation au cours de l'année.

Au regard de cette situation, il paraît pertinent de retirer pour ce soir le projet de subvention exceptionnelle, dans l'attente de nouveaux développements, la dépense sera évidemment ajustée et nous en délibérerons le moment venu pour marquer notre attachement à cet anniversaire des 20 ans du jumelage.

Notre commune a été profondément touchée par une bien triste nouvelle : c'est avec une grande émotion que nous avons appris le décès de Monsieur Gérard Toutain, survenu la semaine dernière le 21 février au cours de sa 87^{ème} année.

Avec Patrick Denise, conseiller municipal en charge des Anciens Combattants, nous avons eu l'honneur, le 28 avril dernier, de lui remettre la médaille de la Ville, célébrant ainsi ses 45 ans d'engagement au service de la section Montivillonne de la Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (FNACA) qu'il avait contribué à fonder et qu'il a présidé.

Nous gardons en mémoire sa grande gentillesse et sa disponibilité et bien sûr son engagement à la tête de la section de la FNACA de 1976 à 2021, bel exemple de dévouement citoyen au service du devoir de mémoire.

Au nom de l'ensemble du Conseil municipal, je réitère l'expression de nos sincères condoléances à sa compagne Josette et à ses quatre fils ainsi qu'à tous ces proches.

Je vous remercie d'honorer la mémoire de Monsieur Gérard Toutain en observant une minute de silence.

.....

Je vous remercie.

Je tenais à informer notre conseil d'un arrêté que j'ai pris afin de sécuriser la mise en œuvre du double sens cyclable dans les rues limitées à 30 km/h.

Ce point a pu faire l'objet d'une présentation en commission.

Il s'agit d'un point qui restait en souffrance depuis plusieurs années et pour lequel il s'agissait de bien informer les usagers de la voirie mais aussi d'agir.

Pour rappel, c'est un décret de 2008 qui a fait du double sens cyclable la règle dans les zones 30, laissant alors deux ans aux communes pour s'adapter, soit en 2010.

Le Décret n° 2015-808 du 2 juillet 2015 relatif au plan d'actions pour les mobilités actives et au stationnement a étendu cette règle non seulement aux zones 30 mais à toutes les rues où la vitesse est limitée à 30 km/heure.

C'est donc la règle du code de la route (article R412-28-1), qui établit que lorsque la vitesse maximale autorisée est inférieure ou égale à 30 km/h, les chaussées sont à double sens pour les cyclistes, sauf décision contraire de la municipalité.

Cela signifie que, depuis plus d'une décennie dans les zones 30 et depuis plus de 6 ans dans toutes les rues à sens unique pour les véhicules automobiles, le double sens est la règle pour les vélos.

Depuis, notre ville n'avait connu aucune décision interdisant ce contre-sens dans certaines rues, ni aucune mise en œuvre de la signalisation pourtant obligatoire et surtout utile pour la sécurité de tous.

L'an dernier, par un courrier du 27 juillet 2021, la Ville a par ailleurs reçu un rappel à l'ordre de Monsieur le Préfet sur l'absence de plan de déploiement de cette signalisation.

Nous avons donc dans un premier temps travaillé avec les usagers et les associations dans le cadre d'un atelier citoyen dédié à la place du vélo en Ville, pris en compte leurs observations ainsi que celles de nos services et des services techniques de la CU pour faciliter la mise en œuvre de cette règle et surtout sécuriser le déplacement des cyclistes.

En conclusion, ce sont une dizaine de rues où ce double sens cycliste sera interdit pour des raisons de sécurité, dont par exemple la rue Bréquigny. Dans les autres, la Communauté urbaine va pouvoir mettre en œuvre un plan de signalement horizontal et vertical qui permettra aussi de rendre cette règle, ancienne, plus sûre.

Ce plan fera l'objet d'une information claire et précise au sein du magazine municipal qui sera distribué dans les tous prochains jours.

C'est donc une règle du code de la route qui est ici enfin accompagnée comme il se doit pour plus de sécurité pour tous, à commencer par les cyclistes, qu'aujourd'hui vous pouvez croiser à contre-sens, comme c'est la règle, mais sans signalisation, ce qui surprend.

Montivilliers se met donc en conformité avec la réglementation.

Autre point d'information : la Communauté urbaine a délibéré le 3 février dernier du bilan de la concertation relative au projet d'extension du tramway et validé les évolutions tirées de cette concertation qui s'est tenue 8 semaines durant à l'automne dernier.

Une délibération importante pour Montivilliers puisqu'elle est conforme aux évolutions qui rendent ce projet acceptable : ainsi, au Havre, c'est la variante par la rue Jean-Jaurès qui a été retenue, ce qui est une garantie pour un temps de trajet plus court. 2 arrêts plutôt que 3 sont prévues à Harfleur. Montivilliers bénéficiera de 4 arrêts, avec l'Hôpital, le cinéma les Arts, la gare et un terminus situés à Simone Veil, la Payennière n'étant pas retenu pour des raisons environnementales. Ces quatre arrêts et un terminus au-delà de la gare sont une garantie pour éviter des phénomènes d'engorgement de la circulation.

Il s'agit là, au fond, du véritable commencement de ce projet après de sérieuses évolutions par rapport à l'esquisse de 2019 que nous étions nombreux à trouver bâclée et inacceptable. C'est donc le début des études de terrain et des consultations pour un projet qui nous porte jusqu'en 2027, avec d'autres phases de concertation plus ponctuelles, sur l'emplacement des parc-relais comme à Montivilliers sur le travail autour du plan de circulation. Je voulais remercier mes collègues élus du conseil communautaires qui ont œuvré en faveur de ce projet aujourd'hui favorable à Montivilliers.

Quelques mots pour vous indiquer que les cellules du nouveau centre commercial de la Belle Étoile sont en cours de livraison et les commerçants prennent possession de leurs locaux et commencent à ouvrir. Ces ouvertures s'étaleront à leur rythme, depuis la mi-février et pour la plupart jusqu'à courant avril, certaines dates restant à confirmer. À notre connaissance, seul le groupe casino, avec son enseigne SPAR n'a pas encore communiqué de date d'ouverture et la micro crèche devrait ouvrir ses portes d'ici septembre. Nous travaillerons en lien avec HURBAN, le promoteur, les commerçants et leur association, pour travailler à une date d'inauguration festive dans les prochains mois.

C'est une page douloureuse, ouverte par l'incendie de 2018, qui se tourne.

À proximité de ce centre commercial, toujours à la Belle Étoile, une parcelle accueillera un cabinet médical composé d'au moins 4 médecins généralistes. La SCI Madeleine BRES a hâte de débiter ses travaux cette année !

Dernière information et bonne nouvelle : le 8 mars prochain, nous inaugurerons l'espace intergénérationnel que nous avons pu installer dans les locaux de l'ancien CIO et qui accueille depuis quelques semaines le club Montivillon du 3^{ème} âge, le FabLab de Montivilliers et une association de jeux de société, l'Antre du Meeple. Là, aussi, c'était une installation attendue, notamment par nos aînés qui, en 2018, avaient dû quitter le foyer des anciens rue Oscar Germain. Cet ancien CIO n'était plus utilisé depuis plusieurs années. Grâce à une convention que la Ville de Montivilliers a pu signer avec le Collège Raymond Queneau et au Département de la Seine-Maritime, voilà une belle façon de redonner vie à cet espace en répondant aux attentes de la vie associative et en créant des liens entre les générations.

Passons désormais à l'examen de nos délibérations.

Je vous remercie.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE DE CETTE COMMUNICATION.